

SES RESPONSABLES SE SONT RÉUNIS MERCREDI

L'Alliance verte dresse son bilan

Les responsables des trois partis membres de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV) ont dressé, mercredi, le bilan de leur partenariat politique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Aboudjerra Soltani, Fateh Rebaï et Hamlaoui Akouchi ont, une nouvelle fois, dénoncé les résultats des législatives du 10 mai.

«La situation de crise, qui porte atteinte aux attentes du peuple algérien, engendrée par les résultats des législatives n'est en faveur d'aucune partie. Si cette situation perdure, elle aura des conséquences néfastes sur le présent et le futur et aura des effets sur la

dynamique de développement et le front social. Pour cette raison, l'Alliance de l'Algérie verte estime que la politique de fuite en avant risque d'élargir le cercle des mécontents tout en semant le doute parmi ceux qui croient encore en la possibilité d'un changement politique via des élections propres et honnêtes», a précisé, hier, l'AVV dans un communiqué de presse sanctionnant une rencontre d'évaluation qui s'est déroulée mercredi 13 juin au

siège du MSP. Par ailleurs, le Mouvement de la société pour la paix, Ennahda et El Islah confirment leur décision de ne pas engager le groupe parlementaire de l'Alliance de l'Algérie verte au sein des structures de l'Assemblée populaire nationale.

Un boycott qui vise à dénoncer la «falsification de la volonté populaire».

Notons, enfin, qu'Aboudjerra Soltani a été reconduit au poste de coordinateur de cette alliance de partis politiques islamistes.

T. H.



Photo : NewPress

JUSTICE

La Fédération des greffiers appelle à une grève de trois jours

La Fédération nationale du secteur de la justice (FNSJ), organisation créée sous l'égide de l'aile Rachid Malaoui au Snapap, a appelé hier les greffiers et les corps communs à une grève de trois jours à partir de demain dimanche jusqu'au mardi 17 juin et ce, selon les termes d'un communiqué diffusé hier, pour «dénoncer la politique de terreur qu'exerce le ministère de la Justice et exprimer leur solidarité avec les greffiers grévistes de la faim et ceux suspendus de leurs fonctions pour avoir revendiqué des droits de ce corps de la Fonction publique».

Dans le même communiqué signé par Madjid Yahoui, membre du bureau fédéral de la FNSJ, chargé des affaires sociales, il est souligné la «détermination» des syndicalistes du Snapap à «forcer l'impasse et engager un dialogue avec la tutelle» afin, suggère-t-on, d'«éviter le pire».

Les rédacteurs du communiqué n'ont ainsi pas manqué d'attirer l'attention sur la dégradation de la santé des grévistes de la faim, qui, rappellent-ils, «entament aujourd'hui leur sixième semaine de grève».

L. H

PLONGÉE DANS LE NOIR POUR FACTURES IMPAYÉES

La mairie de Constantine poursuit en justice la SDE

Les édiles de l'APC de Constantine sont «consternés» et se sentent «humiliés». En effet, ils n'ont pas du tout apprécié la décision de Sonelgaz de priver le siège de la troisième commune du pays d'énergie électrique. Celui-ci vient, à vrai dire, de passer une semaine dans le noir pour factures impayées.

Il semblerait que les élus de la ville de Constantine, réunis, jeudi en session extraordinaire pour examiner le nouvel organigramme de la commune, ont mal digéré le fait d'avoir été privés de l'alimentation en électricité par la SDE, filiale de Sonelgaz. Et ceci, à un point où la commune qui traîne une ardoise de 4,9 milliards de centimes, créances des quatre premiers mois de l'an 2012, compte porter l'affaire devant les tribunaux. Notons en outre, s'agissant toujours de cette affaire qui commence à prendre des proportions scandaleuses,

que, selon des indiscretions de la SDE, la société avait l'intention de couper l'alimentation électrique y compris aux services de l'état civil avant de se rétracter à la dernière minute.

Cela étant, on ne saura rien quant aux «motifs» retenus par le maire et le service juridique de l'APC de Constantine pour intenter un tel procès à la Société de distribution de l'Est, laquelle est par définition, faut-il le rappeler, une entreprise publique industrielle et commerciale.

En tout état de cause, pour M. Chibane, maire de Constantine qui estime que l'institution qu'il préside «représente le peuple» et «ne ressemble en rien» au reste des organismes puisque pour «le noyau de gestion de la ville», une telle décision est inconcevable. «On ne peut pas passer sous silence ce comportement. C'est une première dans les rapports entre les communes et cette société. Toute l'assemblée est consternée. C'est une humiliation pour l'assemblée qui représente le peuple. Aussi, on va les ester en justice», a-t-il fait savoir en marge des travaux de la session.

Et d'expliquer le pourquoi de cette mesure : «On ne peut pas passer sous silence cette décision. Ce ne sont pas des dettes. Encore moins des créances de plusieurs années. On a été destinataire d'une correspondance où il nous a été demandé de s'engager de payer la facture. Nous avons répondu que nous allions non seulement nous engager de payer mais de régler carrement la note.»

Les élus de l'APC ont eu à examiner également le dossier de transfert d'un chapitre à un autre des enveloppes financières de projets gelés vers d'autres en cours d'exécution, lesquels nécessitent des avants.

S'agissant de l'examen du principal point inscrit à l'ordre du jour, à savoir le nouvel organigramme de gestion de la commune, il a été reporté sin die sans plus d'explication.

Par ailleurs, les élus de la commune ont examiné et adopté plusieurs marchés portant rénovation de l'éclairage public et équipement des établissements scolaires.

Farid Benzaid

APRÈS AVOIR ÉTÉ CONDAMNÉ DANS L'AFFAIRE OPPOSANT ALGÉRIE TÉLÉCOM AUX DEUX SOCIÉTÉS CHINOISES

L'ex-conseiller entame une grève de la faim

L'un des mis en cause dans l'affaire opposant Algérie Télécom aux deux sociétés chinoises, à savoir ZTE Algérie et Huawei Algérie, et condamnés à dix-huit ans de prison ferme compte entamer dans les prochains jours une grève de la faim. Il s'agit de Mohamed Boukhari, l'ex-conseiller du défunt Mohamed Maghlaoui, l'ancien ministre de la Poste et des Télécommunications.

Abder Bettache -Alger (Le Soir) - Condamné en première instance au même titre que Chami Medjdoub à dix-huit ans de prison ferme et se trouvant actuellement en détention à la maison d'arrêt de Serkadji, M. Boukhari compte à travers son action, selon des sources judiciaires, saisir l'opinion publique. Selon son entourage, l'ex-conseiller au ministère de la Poste et des Télécommunications compte médiatiser son affaire avant son rejugement en appel. Il est à noter que la justice a condamné à une peine de 18 ans de prison ferme et une amende de cinq millions de dinars Mohamed Boukhari, ancien cadre d'Algérie Télécom, et Chami Medjdoub, homme d'affaires algéro-luxembourgeois poursuivi pour des transactions douteuses et blanchiment d'argent commis entre 2003 et 2006 au préjudice d'Algérie

Télécom. Les deux mis en cause ont vu le représentant du ministère public requérir à leur encontre vingt années de prison ferme. Le tribunal a également décidé de saisir les biens de Chami Medjdoub au Luxembourg ainsi que ses comptes bancaires. La juge Saloua Derbouchi, du pôle judiciaire spécialisé du Centre, a, en outre, condamné par défaut à dix années de prison ferme trois cadres de deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie qui sont : Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa pour «trafic d'influence». Des mandats d'arrêt internationaux ont été lancés contre eux. Concernant les personnes morales, les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie, le tribunal leur a infligé une amende de 3 millions de dinars chacune ainsi que leur exclusion des marchés publics durant une période de 2 ans

pour «corruption et trafic d'influence». Pour rappel, c'est une commission rogatoire transmise par le juge chargé de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest à la justice luxembourgeoise, demandant des informations sur les comptes et les sociétés de Medjdoub Chami, qui a été à l'origine de ce procès.

Parmi les données transmises, figurent des détails sur deux sociétés offshore créées par Chami aux îles Vierges britanniques et dont les comptes, domiciliés au Luxembourg, ont servi pour le transfert de 10 millions de dollars, effectué par deux sociétés chinoises actives en Algérie, au profit de Mohamed Boukhari.

Ce dernier, lors de son audition, avait déclaré qu'il était «conseiller en communication auprès du cabinet du P-dg d'Algérie Télécom, après avoir occupé le même poste au ministère des Télécommunications. J'ai connu les responsables des deux sociétés chinoises en 2003, dans le cadre de mon travail. Ils m'ont invité à une fête, durant laquelle ils m'ont proposé de les aider en leur faisant des études prospectives dans le domaine économique. J'ai accepté et je ne vois pas en

quoi c'est illégal. Je n'avais aucun pouvoir décisionnel pour les aider à obtenir des marchés. Je voulais avoir un peu d'argent en plus». Selon l'ordonnance de renvoi, l'affaire a éclaté dans le sillage de l'instruction du dossier de l'autoroute Est-Ouest suite à une commission rogatoire internationale qui a conduit le juge d'instruction de la 9^e chambre près du pôle judiciaire de Sidi M'hamed au Luxembourg. L'instruction a ainsi révélé que Mohamed Boukhari et Chami Medjdoub avaient perçu des «pots-de-vin à l'étranger (Luxembourg) en relation avec des transactions douteuses (en matière de télécommunications et d'internet) conclues par Algérie Télécom et les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie». Pour rappel, le parquet avait requis une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2 millions de dinars contre les deux prévenus et une autre peine de 10 ans de prison assortie d'une amende de 1 million de dinars contre les trois Chinois en fuite. Contre les deux sociétés chinoises, le procureur a demandé une amende de 5 millions de dinars et la saisie de leurs biens.

A. B.

COMMUNIQUÉ
DE PRESSE DJEZZY

Djezzy inaugure le Cyber Room de l'EHEC

C'est dans les locaux de l'Ecole des Hautes Études de Commerce (Ex-INC) que les responsables des services de l'informatique et de la formation à Djezzy ont inauguré, en compagnie du directeur général de l'EHEC, «le Djezzy Cyber Room», sous les applaudissements des étudiants heureux des nouveaux équipements.

En effet, Djezzy a équipé une salle informatique dotée d'équipements de haute technologie et d'une connexion internet à haut débit dans le but bien compris de participer au développement de l'étudiant algérien en lui facilitant l'accès à l'information et à la découverte des nouvelles technologies.

Ce projet utile a été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme par le directeur général de l'EHEC qui a exprimé sa joie d'avoir le leader de la téléphonie mobile comme partenaire du savoir. De leur côté, les représentants de Djezzy ont réitéré l'engagement de la compagnie à être toujours le partenaire de référence des universités algériennes et de contribuer activement à leur évolution. En tant qu'entreprise citoyenne, Djezzy se fait un devoir d'être à l'écoute des besoins en formation et en équipements des universités et écoles supérieures algériennes, à l'instar de l'EHEC. Djezzy donne rendez-vous aux autres universités partenaires pour bénéficier de projets similaires.

La Direction Presse